Contrat de Consultation

Création site web DE L’ANGESEM au compte du projet BLUE DEAL

SP 2206-09/…………………………………………………/2025

**CE CONTRAT DE PRESTATAIRE EST CONCLU le 23 juin 2025**

**Réf : ……………………………………………………………………………..**

**Entre :**

1. **Stichting SNV Netherlands Development Organisation** (une fondation de droit néerlandais) enregistrée à Parkstraat 83, 2514 JG, La Haye, Pays-Bas, représentée par SNV-Mali,

|  |  |
| --- | --- |
| **SNV, Organisation Néerlandaise de Développement,** | |
| Adresse | Badalabougou Est, Rue 17, Porte 305 |
| Boite postale | 2220 |
| Ville | Bamako |
| Pays | Mali |
| Téléphone | +223 20 23 33 47/20 23 65 40 |
| Email | [mali@snv.org](mailto:mali@snv.org) |

ci-après dénommée « SNV », légalement représentée par Madame Aukje DE JAGER, Directrice Pays SNV-Mali ;

et

2. TSOFT MALI,

|  |  |
| --- | --- |
| Nom | TSOFT MALI |
| Boite Postale | N/A |
| Ville | Badalabougou sema 1, rue 92, porte 112, Bamako |
| Pays | Mali |
| Téléphone | (+223) 93 70 70 93 |
| Email | [a.fonda@gmail.com](mailto:a.fonda@gmail.com) |
| NIF | 085124603X |

Ci-après dénommée **« Prestataire »**, légalement représentée par Monsieur Ahmed Fonda TOURE,

Directeur Général /mandataire.

Ci-après également dénommées respectivement les « Parties » collectivement et « Partie » individuellement.

**CONTEXTE**

Le projet **Blue Deal** est un projet de renforcement des capacités de l’Agence Nationale de Gestion des Stations d’Épuration du Mali (ANGESEM), initié par les agences néerlandaises de l’eau. Financé conjointement par ces agences, le ministère néerlandais des Affaires étrangères et le ministère néerlandais des Infrastructures et de la Gestion de l'eau, ce projet est le fruit d’un partenariat lancé en 2016 entre World Waternet, Waterschap Rijn en Ijssel et Waterschap De Dommel. Avec pour objectif général l’amélioration du traitement des eaux usées au Mali et pour objectif spécifique la professionnalisation du travail et de l'organisation de l'ANGESEM. Le projet s’articule autour de trois axes majeurs : La poursuite des travaux initiés dans le cadre du financement du PCA-GIRE ; Le renforcement en Leadership, Laboratoire ; La réhabilitation des infrastructures de traitement des eaux usées. À la suite de ces échanges, trois nouveaux partenaires ont rejoint l’initiative : Waterschap Hunze en Aa’s, Hoogheemraadschap Noorderkwartier, Waterschap Rivierenland. L’Agence Néerlandaise de Développement (SNVMali) a été identifiée comme partenaire de mise en œuvre du projet, renforçant ainsi la dynamique de collaboration pour une gestion plus efficace et durable des eaux usées au Mali. Après le lancement de la première phase en avril 2019, celle-ci s’est achevée en 2022. La seconde phase, reformulée en mai 2022, a connu une suspension en raison du retrait des partenaires néerlandais, lié à la situation sécuritaire du pays. Cependant, les discussions pour la reprise du partenariat, engagées en juillet 2023, ont abouti en avril 2024 avec l’adoption d’un Plan d’Actions assorti d’un budget.

**BLUE DEAL** a pour objectif de :

* Développer un site web pour l'ANGESEM,
* Fournit des informations claires et accessibles sur les activités de l'agence.
* Améliorer la visibilité et l'image de l'ANGESEM.
* Faciliter la communication avec les parties prenantes et le public.

Dans la dynamique de pérenniser ce travail, la SNV au Mali prévoit la création d’un site web pour l’ANGESEM afin de Fournir des informations claires et accessibles sur les activités de l'agence.

1. Le Prestataire souhaite prendre en charge lesdites parties de la mission, soumises aux termes et conditions de ce Contrat. Le Prestataire aidera SNV à réaliser la mission définie dans les Termes de Référence indiqués à l’Annexe I (les « Prestations de Services »), conformément aux termes et conditions de ce Contrat.

**Annexes :** I – Termes de Référence

II- Proposition Financière

III – Spécifications quant à la Facturation

IV - Code de Conduite SNV

V- Formulaire d’enregistrement et de vérification des fournisseurs.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

Article 1 Objet et étendue du contrat

* 1. Ce Contrat a pour objet de permettre à SNV d’engager un Prestataire pour effectuer les Prestations de Services prévues au présent Contrat en échange des sommes que SNV versera à ce Prestataire.
  2. SNV et le Prestataire peuvent convenir par écrit d’éventuels changements à apporter dans les Prestations que ce dernier devra effectuer ou de Prestations additionnelles qui devront être décrites dans des annexes supplémentaires.
  3. Toutes les Prestations devront être exécutées en parfaite conformité avec toutes les dispositions du présent Contrat de Prestataire (et du Contrat entre SNV et le bailleur de fonds) et à un niveau de qualité que l’on est en droit d’attendre de la part d’un prestataire de services qualifié, compétent et qui s’acquitte de ses obligations contractuelles avec bonne foi, tout en faisant preuve de soin et de diligence.

Article 2 Entrée en Vigueur, Durée et Résiliation du contrat

2.1 Une personne morale devient une Partie au présent Contrat dès lors qu’elle fait signer celui-ci par un représentant dûment autorisé.

2.2 Ce Contrat continuera de s’appliquer dans son intégralité jusqu’à ce que les Prestations faisant l’objet du présent Contrat aient été réalisées.

2.3 Le Prestataire effectuera les Prestations requises en **deux mois (2), allant du 23 juin au 23 août 2025.**

2.4 En ce qui concerne toutes les échéances et tous les délais indiqués dans le présent Contrat, le temps est un facteur essentiel. Tout dépassement des délais impartis de la part du Prestataire dans l’exécution de ses Prestations constituera immédiatement une violation substantielle du contrat.

Article 3 Honoraires et Modalités de Paiement

3.1 Le Prestataire aura droit aux Honoraires indiqués soit Deux Millions Cent Cinquante Mille francs CFA (2 150 000 F CFA).

Ces Honoraires et autres frais engagés sont Hors TVA. Tous les autres coûts du Prestataire (impôts, taxes et droits à être payer compris) sont à sa charge et censés être couverts par ses Honoraires.

En outre, le prestataire donne un forfait d’un an pour le service d’hébergement du site et nom du domaine.

3.2 Les Honoraires du Prestataire lui seront payés sous 30 jours à compter de la date de réception de la facture, tel qu’indiqué ci-dessous à l’Annexe II ou à l’article 3.1.

3.3 SNV ne sera pas obligée d’indemniser le Prestataire pour tout travail réalisé ou toute dépense engagée au-delà des Honoraires convenus tel qu’indiqué à l’Annexe II ou à l’article 3.1., à moins que les Parties n’en aient convenu autrement par écrit.

3.4 Le Prestataire présentera sa (ses) facture(s) suivant les instructions du présent document, (l’original plus une copie), à l’intention de Awa KEITA, Blue Deal Project Manager à l’adresse suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| SNV, Organisation Néerlandaise de Développement | |
| Adresse | Badalabougou Est, Rue 17, Porte 305 |
| Boite Postale | 2220 |
| Ville | Bamako |
| Pays | Mali |
| Téléphone | +223 20 23 33 47 / 20 23 65 40 |
| Email | [mali@snv.org](mailto:mali@snv.org) |

Et selon les modalités de paiement ci-après :

|  |
| --- |
| Calendrier de Paiement |
| 40% de 2 150 000 FCFA soit 860 000 FCFA, à la signature du contrat et dépôt de facture ; |
| 30% de 2 150 000 FCFA soit 645 000 FCFA après validation et mise en ligne du site |
| 30% de 2 150 000 FCFA soit 645 000 FCFA après formation et prise en main du site web par l’équipe du projet bleu Deal/ANGESM. |

N.B : Les montants d’honoraires ci-dessus seront imposés au taux de 15% à titre de précompte (retenue à la source) à reverser au service des impôts), si le Prestataire n’apporte pas la preuve de l’existence d’un NIF.

3.5 Toutes les factures doivent être présentées pour paiement au format approprié tel qu’indiqué à l’Annexe III. SNV n’est aucunement tenue de rembourser le Prestataire pour des factures reçues plus de 30 jours après l’exécution du travail ; sauf si cette facture a été retardée en raison de modifications de l’étendue des prestations proposées par SNV qui nécessitent un accord mutuel sur le réajustement du périmètre des prestations, du calendrier et des prix.

### 3.6 Les paiements au Prestataire seront effectués dans les 30 (trente) jours calendaires de la réception et de la validation de la facture finale par SNV.

3.7 Mme. Awa KEITA, Project Manager Blue Deal ou sa·son représentant·e désigné·e certifiera les factures en attestant que les prestations ont été effectuées en temps utile et de manière satisfaisante en quantité et en qualité conformément aux Termes de Référence (Annexe I) avant le versement du dernier paiement. Le paiement sera effectué par virement bancaire sur le compte désigné ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| Titulaire du Compte : | TSOFT MALI |
| Numéro de Compte : | 072514130005 |
| Nom de la Banque : | ATLANTIQUE MALI |
| Code Banque : | ML135 |
| Code Guichet : | 01002 |
| Code Swift : | ATMLMLBAXXX |
| IBAN | ML13 5010 072514130005 07 |

Article 4 Planification, Rapports et Notifications

4.1 le consultant exécutera la prestation selon le programme suivant :

Le projet doit être achevé dans un délai de deux mois à partir de la date d’adjudication du marché et former le(s) gestionnaire(s) du site web dans un délai supplémentaire de deux (2) semaines après la conception du site web. Toutefois, le concepteur du site devra prévoir le développement de contenus/outils pendant une durée minimale de deux (2) ans.

La livraison finale du produit (site et manuel) est prévue pour le 15 août 2025 tandis que la formation des gestionnaires devra être achevée le 23 août 2025 au plus tard

4.2 Le Prestataire fournira les livrables suivants :

* Design et maquettes du site web.
* Un fichier informatique source (pages HTML, graphismes, bases de données, programmes…),
* Site web fonctionnel avec toutes les fonctionnalités demandées.
* Guide d'utilisation du CMS. (Un guide d'utilisation du CMS (Système de Gestion de Contenu) aide les utilisateurs à comprendre et maîtriser l'interface et les fonctionnalités du CMS pour gérer les contenus de manière efficace).
* Rapport de test et documentation technique.
* L’hébergement et le nom du domaine seront à la charge du prestataire

Article 5 Déclarations et Garanties

5.1 Pour toutes les questions relatives au présent Contrat, le Prestataire travaillera en tant qu’entrepreneur indépendant. Ni ce Prestataire ni aucune des personnes fournissant des matériels, effectuant une prestation ou un travail requis par le présent Contrat ne sera considéré comme étant employé par SNV au sens du droit industriel ou du droit du travail et de leurs applications.

5.2 Le Prestataire sera à ses propres frais responsable du respect de toutes les exigences et obligations légales de la part de ses employés en vertu de toutes les lois, législations, ordonnances, réglementations et obligations locales applicables, y compris, mais sans s’y limiter, les obligations légales de l’employeur concernant : les retenues à la source et les déclarations de l’impôt sur le revenu ; les droits civils ; l’égalité d’accès à l’emploi ; la discrimination basée sur l’âge, le sexe, la race, la couleur de peau, la religion, le handicap, le pays d’origine ou le statut d’ancien combattant ; les heures supplémentaires ; le salaire minimum ; les cotisations de sécurité sociale et leur retenue à la source ; l’assurance-chômage ; l’assurance responsabilité civile de l’employeur ; l’assurance contre les accidents du travail ; ainsi que toutes les autres législations sur l’emploi, le travail ou les avantages sociaux.

5.3 Le Prestataire se procurera tous permis et licences, de même qu’il s’acquittera de toutes les taxes et autres charges nécessaires pour mener son activité, le tout à sa charge.

5.4 Si des impôts sont exigibles en vertu du présent Contrat, il reviendra au Prestataire de les régler et il exemptera totalement SNV de toute responsabilité en cas de non-paiement de ces impôts.

**Article 6 Responsabilité civile**

6.1 À moins d’un cas de Force Majeure, les Parties conviennent que si l’une d’elles manque à ses obligations en vertu du présent Contrat, l’autre aura le droit de lui adresser un avis de défaillance. Cette mise en demeure se fera par écrit et la Partie en défaut aura 30 jours pour s’acquitter de ses obligations. Si elle ne le fait pas dans le délai fixé, elle sera immédiatement considérée comme défaillante à compter de cette date. Une Partie qui par sa faute manque de s’acquitter de ses obligations devient responsable de toute perte directe que cela pourrait entraîner pour l’autre Partie. La responsabilité totale des dommages directs causés par une Partie au titre du présent Contrat ne pourra dépasser le montant total des Honoraires.

6.2 Aucune Partie ne pourra être tenue pour responsable de dommages indirects, y compris, mais sans s’y limiter, les dommages consécutifs et la perte de bénéfices ou d’économies. Le plafond pour la responsabilité totale de dommages directs mentionnés dans cet article ne s’appliquera pas si et dans la mesure où les dommages ont été commis soit intentionnellement soit par négligence grave de l’une des Parties.

6.3 Le Prestataire garantit qu’il a souscrit à une assurance appropriée pour les cas de responsabilité civile susmentionnées.

6.4 Nonobstant les autres dispositions du présent Contrat ou tout dispositif légal, aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable de toute perte ou de tout dommage découlant de tout événement, à moins qu’une plainte formelle n’ait été présentée contre elle avant l’échéance du présent Contrat.

**Article 7 Force Majeure**

7.1 En cas de Force Majeure, le Prestataire aura le droit de suspendre ses obligations pour la durée et l’étendue de cet événement, pourvu que l’autre Partie en ait été notifiée par écrit. Il y a Force Majeure quand une situation empêche la mise en œuvre des Prestations ou du Contrat sans que la Partie concernée en soit fautive légalement, ou bien en vertu du présent Contrat, ou bien encore selon les normes généralement admises. La Partie concernée ne pourra donc pas être tenue pour responsable.

**Article 8 La non-divulgation d’informations**

8.1 Les Parties conviennent que toutes les informations, quelles qu’elles soient, concernant leurs activités et divulguées alors que le Contrat est en vigueur, sous quelque format que ce soit – seront réputées confidentielles si la nature de ces informations est confidentielle et que l’autre Partie sait pertinemment ou devrait savoir que ces informations (des données/informations techniques, commerciales, financières ou juridiques, entre autres) sont confidentielles. Les Parties conviennent de traiter ces informations confidentielles de façon confidentielle et de ne pas utiliser d’informations confidentielles ni d’en divulguer à aucune tierce partie sans le consentement écrit préalable de la Partie concernée.

8.2 L’obligation énoncée au précédent Article 8.1 ne s’appliquera pas aux informations pour lesquelles une Partie peut prouver que :

1. Elles sont de notoriété publique ou le sont devenues depuis que le Contrat est entré en vigueur, sans que cette Partie n’ait commis de faute ;
2. Ces informations ont été recueillies indépendamment des informations reçues de la part de l’autre Partie au contrat ;
3. Elles proviennent de tierces parties et non pas, pour autant que la Partie les ayant reçues le sache, de l’autre Partie au Contrat ;
4. Elles seront divulguées conformément au Contrat ou à l’injonction d’un tribunal, d’une instance administrative ou d’une autorité gouvernementale, à condition que chaque Partie notifie (lorsque la loi l’y autorise) l’autre Partie, afin que celle-ci puisse intervenir à temps et empêcher la divulgation.

**Article 9 Droits de Propriété Intellectuelle**

9.1 À moins que les Parties n’en conviennent autrement par écrit, c’est la Partie à l’origine des droits de propriété intellectuelle et des autres droits de propriété (sur des documents, base de données, matériels ou autres ouvrages utilisés pour les activités de ce Contrat ou qui en résultent) qui en conservera la propriété.

9.2 Chaque Partie aura droit à une licence mondiale, irrévocable, non-exclusive et libre de redevance pour utiliser, traduire et distribuer publiquement tout document, matériel et autre ouvrage découlant directement des activités de collaboration couvertes par ce Contrat, sous réserve d’un accord du bailleur de fonds et à condition que toute publication cite comme il se doit le rôle de l’autre Partie dans l’activité correspondante.

9.3 Chaque Partie s’assurera que les droits de propriété intellectuelle de l’autre Partie ou de tierces parties ne sont pas violés pendant la durée du présent Contrat. Les Parties partageront leurs connaissances dans le cadre de ce Projet, ainsi que les tâches et obligations découlant de ce Contrat.

9.4 Les Parties conviennent que, conformément aux conditions détaillées dans le présent Contrat, toute information ou tout document en rapport avec ce Projet sera tenu à la disposition de l’Autorité Contractante qui pourra en faire usage gratuitement pour formuler, mettre en œuvre ou évaluer des politiques dans le domaine du développement durable.

**Article 10 Suspension ou Résiliation du contrat**

10.1 Si le Prestataire n’effectue pas la Prestation jusqu’au bout et conformément aux termes du Contrat, quelle que soit la cause de ce manquement, SNV peut le notifier par écrit d’une suspension de tous les paiements qui lui sont dus ci-dessous si le Prestataire manque à l’une quelconque de ses obligations dans le cadre du présent Contrat, à condition qu’une telle notification (i) spécifie la nature du manquement ; et (ii) mette en demeure la·le Prestataire·e d’y remédier dans les trente (30) jours suivant la réception de ladite notification.

10.2 Les Parties pourront convenir d’un délai supplémentaire pour remédier au non-respect des obligations contractuelles (« **Période de Remède** »). Si le Prestataire se montre incapable de mettre fin à cette violation au bout de la Période de Remède, SNV pourra à sa seule discrétion résilier le Contrat immédiatement. Le Prestataire sera réglé pour toutes les prestations effectuées (et non encore payées) jusqu’à la résiliation du présent Contrat.

* 1. Les Parties ont le droit de résilier ce Contrat, moyennant une notification écrite, avec effet immédiat :

1. Au cas où l’autre Partie serait en état de faillite ou de cessation de paiement, ou bien si une pétition à cet effet a été déposée par ou contre cette Partie ;
2. Au cas où la société de l’autre Partie serait en liquidation ;
3. Si une Partie ne se conforme pas à la décision finale résultant d’une procédure d’arbitrage conformément à l’Article 14 ci-après ;
4. En cas de Force Majeure qui perdurerait au-delà de quatre-vingt-dix (90) jours.

10.4 Au moment de la résiliation du Contrat, la·le Prestataire·e remettra à SNV tous les matériels en rapport avec sa Prestation de Services.

10.5 En cas de résiliation anticipée, les Parties resteront liées par les Articles 5, 8, et 9 du présent Contrat.

**Article 11 Amendements**

Ce Contrat peut seulement être amendé par un accord écrit entre SNV et le Prestataire.

**Article 12 Réaffectation du personnel & Obligation de Coopérer**

12.1 Si au cours du projet le Prestataire demande par écrit à réaffecter des membres du personnel désigné et que SNV y donne son accord, tout changement de poste approuvé par écrit par SNV se fera alors sans aucun coût pour SNV.

12.2 ·Le Prestataire devra coopérer avec SNV, signera actes et documents, et accomplira toute autre action que SNV lui demandera d’accomplir de temps en temps et dans la limite du raisonnable afin de l’aider à mener à bien ou à prouver – ou à confirmer au Bailleur de fonds UE la bonne exécution des Prestations.

**Article 13 Lieu d’exécution de la Prestation**

La présente prestation se déroulera à Bamako.

**Article 14 Loi Applicable, Différends et Arbitrage/Compétence**

14.1 Le présent Contrat et sa mise en œuvre seront régis et interprétés conformément aux lois du Pays (Mali).

14.2 Les Parties essaieront d’abord de résoudre tout différend survenant du fait de l’exécution du présent Contrat ou en résultant hors des tribunaux. Si un différend est attribuable ou lié au présent Contrat, des représentants des deux Parties se réuniront en toute bonne foi dans les 14 jours suivant la demande écrite faite par une Partie à l’autre, afin de tenter de le résoudre. Si les Parties échouent lors de cette réunion, elles auront recours à la médiation, conformément à l’Article 14.3.

14.3 Les Parties tenteront de s’accorder sur un médiateur· neutre. Si les Parties ne parviennent pas à tomber d’accord sur un nom dans les 14 jours suivant la notification par une Partie à l’autre requérant la médiation, chaque Partie pourra alors demander qu’un médiateur soit désigné par une organisation ou personne neutre]. La désignation de d’une organisation ou d’une personne neutre engagera les deux Parties, à moins qu’elles ne s’accordent à tout moment sur un autre médiateur.

14.4 Tout différend entre les Parties ne pouvant être résolu à l’amiable devra en dernière analyse être réglé selon les Règles d’Arbitrage de la Chambre Internationale de Commerce. Le lieu de l’arbitrage sera La Haye, aux Pays-Bas, où un arbitre sera désigné pour conduire l’arbitrage en langue française.

**Article 15 Notifications**

Les notifications relevant du présent Contrat se feront par écrit et seront envoyées par courrier, par courriel ou par fax aux représentants désignés suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pour SNV :** | | **Pour le Prestataire :** | |
| Nom Prénom : | Awa KEITA | Nom Prénom : | Ahmed Fonda TOURE |
| Titre : | Project Manager | Titre : | Directeur général/ Mandataire |
| Adresse postale : | B.P 2220 Bamako | Adresse postale : | …… |
| Téléphone : | +223 20 23 65 40 | Téléphone : | (+223) 93 70 70 93 |
| E-mail | [akeita@snv.org](mailto:akeita@snv.org) | E-mail | [a.fonda@gmail.com](mailto:a.fonda@gmail.com) |

**Article 16 Dispositions Générales**

16.1 Tout changement ou amendement à ce Contrat devra être fait par écrit et signé par les deux Parties. Une Partie ne pourra refuser de donner son accord à tout changement ou amendement raisonnablement nécessaire pour mener le Projet à bien ou remplir toute obligation qui s’y rapporte.

16.2 Les Parties ne soutiendront, n’encourageront et n’accepteront ni les violations des droits humains ni le travail des enfants ni le travail forcé dans leurs activités commerciales ou principales.

16.3 La·Le Prestataire·e s’acquittera de toutes ses obligations dans le cadre de ce Contrat en employant les compétences, la diligence, l’efficacité et l’économie requises sur la base des normes professionnelles généralement admises, que l’on est en droit d’attendre de la part d’experts et qui seront conformes au Code de Conduite SNV.

16.4 Le Prestataire·e s’engage à déployer tous les efforts raisonnables pour s’assurer que les honoraires reçus en vertu de ce Contrat ne sont aucunement utilisés pour soutenir des entités ou des individus associés au terrorisme et que les bénéficiaires des montants versés à ce titre ne figurent pas sur la liste du Comité du Conseil de Sécurité des Nations Unies établie d’après la résolution 1267 (1999). Cette liste peut être consultée sur

<https://scsanctions.un.org/fop/fop?xml=htdocs/resources/xml/en/consolidated.xml&xslt=htdocs/resources/xsl/en/consolidated.xsl>. Cette disposition doit être incluse dans tous les contrats ou accords de sous-traitance conclus dans le cadre de ce Contrat.

Le Prestataire notifiera SNV immédiatement et par écrit en cas de suspicion ou de cas avéré de violation de la clause 16.4.

16.5 Les Parties ne soutiendront, n’encourageront et n’accepteront ni fraude ni corruption pour cette Prestation de Services ou dans leurs activités commerciales et principales. En cas de suspicion ou de cas avéré de fraude, de corruption, de pots-de-vin ou d’autre irrégularité, le Prestataire ou toute personne associée à la Prestation de Services préviendra SNV immédiatement.

16.6 En signant le présent Contrat, le Prestataire déclare qu’il n’existe à sa connaissance aucun conflit d’intérêts portant sur ce Contrat et qu’aucun salarié de SNV ne recevra d’avantage direct ou indirect qui y serait lié. Si le Prestataire découvre après l’attribution d’un contrat un conflit d’intérêts avéré ou potentiel engageant une personne morale et en rapport avec le présent Contrat, il en avisera immédiatement SNV par écrit et en détails, en incluant une description des mesures qu’il a prises ou se propose de prendre pour éviter, résoudre ou neutraliser ce conflit d’intérêts.

16.7 Pour ces Prestations de Services, les deux Parties travailleront ensemble de manière exclusive, agiront en toute bonne foi l’une envers l’autre pour toute la durée du présent Contrat et s’abstiendront de toute initiative incompatible avec l’esprit et l’objet de ce Contrat.

16.8 On ne pourra sous-traiter ou transférer (partiellement) l’exécution de ce Contrat ou l’une de ses obligations que par un document écrit qui devra recevoir l’autorisation écrite préalable de l’autre Partie.

16.9 Si un tribunal ou une autre autorité compétente juge qu’une disposition du présent contrat est nulle ou inapplicable, celle-ci sera réputée supprimée du Contrat, les autres dispositions demeurant pleinement en vigueur et valides. Nonobstant ce qui précède, les Parties négocieront alors en toute bonne foi afin de s’entendre sur les termes d’une disposition pour remplacer celle jugée nulle ou inapplicable.

16.10 Les Parties se conformeront à toutes les exigences réglementaires concernant le traitement des données à caractère personnel prévues dans le Règlement Général de l’UE sur la Protection des Données (RGPD).

16.11 Le présent Contrat pourra être démembré en plusieurs parties. Une fois signée par une ou plusieurs des Parties, chacune d’elles constituera un document original, même si ces parties prises ensemble ne constituent qu’un seul et même acte.

**SIGNÉ PAR :**

|  |  |
| --- | --- |
| **TSOFT MALI** | |
| Prénom et Nom | Ahmed Fonda TOURE |
| Poste | Directeur général/ Mandataire |
| Lieu | Badalabougou sema 1, rue 92, porte 112, Bamako |
| Date |  |
| Signature |  |
| |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | | **Stichting SNV Netherlands Development Organisation** | | | |  | | Nom Prénom : | Awa KEITA | Nom Prénom : | Aukje DE JAGER |  | | Poste : | Project Manager Blue Deal | Poste : | Directrice Pays SNV Mali |  | | Lieu : | Bamako | Lieu : | Bamako |  | | Date : |  | Date : |  |  | | Signature : |  | Signature : |  |  | | | | |

**Annexe I : Termes de Référence :**

**1. Contexte et Justification**

Le Blue Deal est un projet de renforcement des capacités de l’Agence Nationale de Gestion des Stations d’Épuration du Mali (ANGESEM), initié par les agences néerlandaises de l’eau. Financé conjointement par ces agences, le ministère néerlandais des Affaires étrangères et le ministère néerlandais des Infrastructures et de la Gestion de l'eau, ce projet est le fruit d’un partenariat lancé en 2016 entre World Waternet, Waterschap Rijn en Ijssel et Waterschap De Dommel. Avec pour objectif général l’amélioration du traitement des eaux usées au Mali et pour objectif spécifique la professionnalisation du travail et de l'organisation de l'ANGESEM. Le projet s’articule autour de trois axes majeurs : La poursuite des travaux initiés dans le cadre du financement du PCA-GIRE ; Le renforcement en Leadership, Laboratoire ; La réhabilitation des infrastructures de traitement des eaux usées. À la suite de ces échanges, trois nouveaux partenaires ont rejoint l’initiative : Waterschap Hunze en Aa’s, Hoogheemraadschap Noorderkwartier, Waterschap Rivierenland. L’Agence Néerlandaise de Développement (SNVMali) a été identifiée comme partenaire de mise en œuvre du projet, renforçant ainsi la dynamique de collaboration pour une gestion plus efficace et durable des eaux usées au Mali. Après le lancement de la première phase en avril 2019, celle-ci s’est achevée en 2022. La seconde phase, reformulée en mai 2022, a connu une suspension en raison du retrait des partenaires néerlandais, lié à la situation sécuritaire du pays. Cependant, les discussions pour la reprise du partenariat, engagées en juillet 2023, ont abouti en avril 2024 avec l’adoption d’un Plan d’Actions assorti d’un budget.

**2. Objectifs**

L'objectif principal de ce projet est de développer un site web pour l'ANGESEM qui :

* Fournit des informations claires et accessibles sur les activités de l'agence.
* Améliore la visibilité et l'image de l'ANGESEM.
* Facilite la communication avec les parties prenantes et le public.
* Permet la diffusion de rapports, de documents, et d'actualités.

**3. Description des Tâches**

Le prestataire sélectionné sera chargé des tâches suivantes :

* **Conception et Développement:**
  + Conception de l'architecture du site web.
  + Développement du site web avec une interface conviviale et un design moderne et responsif.
  + Intégration d'un système de gestion de contenu (CMS/SGC) pour permettre la mise à jour facile des informations.
  + L’hébergement d’une année renouvelable
  + Proposition et Acquisition d’un nom du domaine (.ml)
* **Contenu :**
  + Collaboration avec l'ANGESEM pour la rédaction et l'intégration des contenus (textes, images, vidéos).
  + Traduction du contenu en plusieurs langues (français et anglais).
  + Propriétés et Droits : Les contenus que nous fournissons (images, textes, vidéos…) restent notre propriété, de même que le nom de domaine, la charte graphique, le code source, l’interface de gestion et le code du module de conseil.
* **Fonctionnalités :**
  + Formulaire de contact.
  + Section de téléchargement pour les rapports et documents.
  + Module de nouvelles et actualités.
  + Intégration des réseaux sociaux.
  + Espace sécurisé pour les parties prenantes (connexion avec identifiant et mot de passe).
  + Protéger le contenu des bases de données ainsi que l’accès du site contre toutes manœuvres de piratage
  + Assurer un bon référencement du site web pour une grande visibilité : Au niveau du lancement du site, le prestataire devra optimiser l’architecture et le code du site web pour un meilleur référencement et l’indexation du site dans les annuaires spécialisés et dans les moteurs de recherche.
  + Connecter le site web à une plateforme d’analyse des données de trafic visiteurs. Le site devra pouvoir intégrer le code JavaScript de Google Analytics. Il est à noter que toutes propositions d’autres outils pouvant être utilisés sur le site sera considéré pour l’évaluation technique de l’offre. Ces outils doivent permettre au minimum d’avoir accès au(x) : Nombre d’accès visiteurs, Mots clés tapés par les internautes, Moteurs et annuaires de provenance, Nombre de visites, Pages visitées, Temps resté sur une page et sur le site, Le taux de rebond, Provenance géographique des internautes, Jours et tranches horaires des visites, Types de navigateurs utilisés, Fournisseurs d’accès d’origine.
* **Tests et Lancement :**
  + Test du site sur différents navigateurs et appareils.
  + Corrections des bègues et optimisation.
  + Formation du personnel de l'ANGESEM à l'utilisation du CMS/SGC.
  + Lancement du site web et support technique pendant une année.
  + Le prestataire sera tenu d’effectuer une sauvegarde mensuelle des données.
  + Le prestataire devra inclure dans le forfait de maintenance, des mises à jour majeures de l’outil de gestion du site ainsi qu’un forfait d’assistance.

**4. Livrables**

Les livrables attendus incluent :

* Design et maquettes du site web.
* Un fichier informatique source (pages HTML, graphismes, bases de données, programmes…),
* Site web fonctionnel avec toutes les fonctionnalités demandées.
* Guide d'utilisation du CMS. (Un guide d'utilisation du CMS (Système de Gestion de Contenu) aide les utilisateurs à comprendre et maîtriser l'interface et les fonctionnalités du CMS pour gérer les contenus de manière efficace).
* Rapport de test et documentation technique.
* L’hébergement et le nom du domaine seront à la charge du prestataire

**5. Durée et Planning**

Le projet doit être achevé dans un délai de **deux mois** à partir de la date d’adjudication du marché et former le(s) gestionnaire(s) du site web dans un délai supplémentaire de deux (2) semaines après la conception du site web. Toutefois, le concepteur du site devra prévoir le développement de contenus/outils pendant une durée minimale de deux (2) ans.

La livraison finale du produit (site et manuel) est prévue pour le **15 juin 2025** tandis que la formation des gestionnaires devra être achevée le **25 juin 2025** au plus tard.

**6. Compétences et Expérience Requises**

Le prestataire doit avoir :

* Une expertise avérée en conception et développement de sites web.
* Une expérience dans la gestion de projets similaires.
* Des compétences en design UX/UI.
* Une capacité à fournir une assistance technique continue.

**7. Soumission des Propositions**

Les propositions doivent inclure :

* Une présentation de l'entreprise et des références similaires.
* Une proposition technique détaillée.
* Une proposition financière.
* Un planning prévisionnel.

Les propositions doivent aussi contenir les éléments administratifs suivants :

* Numéro d’Identification Fiscal (NIF),
* Copie du Registre de Commerce (RCCM)
* Relevé d’identité bancaire (RIB).

**Critères d’évaluation :** le contrat sera attribué au soumissionnaire dont l’offre respecte les instructions du présent Appel à candidature, remplissant les conditions d’éligibilité et qui est jugée être la meilleure offre sur une base techniquement et financièrement acceptable.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Critère** | **Score maximum** |
| **1** | APPROCHE TECHNIQUE ET METHODOLOGIQUE (Une note indiquant la bonne compréhension des termes de référence et présentant la méthodologie qui sera utilisée et les outils qui serviront à la conception). | **30** |
| **2** | EXPÉRIENCE DANS LE DOMAINE (conception et développement d’au moins quatre site web différents, avec preuve (attestation de bonne exécution) de développement de site internet déjà réalisés). | **40** |
| **3** | Un CV détaillé (incluant les expériences professionnelles pertinentes et les références du consultant) et un planning de travail et de mise en œuvre détaillé. | **30** |
| **4** | TOTAL | **100** |

**NB : Toute offre dont le score technique est inférieur à 70 points sera éliminée.**

Les notes techniques sont pondérées à 70%. Les scores financiers sont pondérés à 30%.

L'évaluation financière sera effectuée pour les propositions qui passent l'évaluation technique. Le prix le plus bas se voit attribuer le maximum de points et tous les autres soumissionnaires sont classés au prorata de l'offre la plus basse sur la base suivante :

Coût du soumissionnaire ayant proposé le coût le plus bas\*30

Coût du soumissionnaire de l’offre considérée

*30 = score du soumissionnaire (coût le plus bas)*

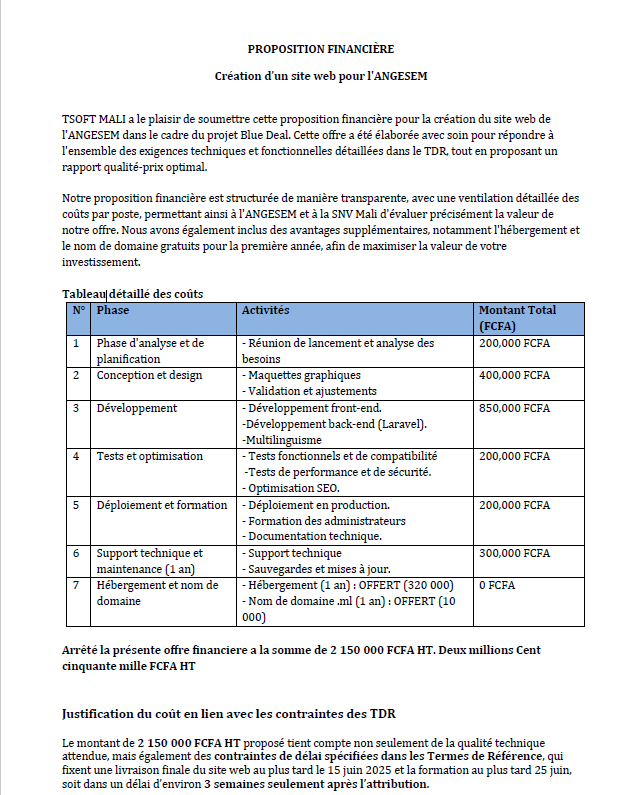
Les offres technique et financière doivent être transmises (en fichier séparé) par voie électronique à [maliprocurement@snv.org](mailto:maliprocurement@snv.org) au plus tard **le jeudi 27 mars 2025 à 12 heures.**

Note : Seules les candidatures présélectionnées, seront contactées.

La SNV se réserve le droit de ne donner aucune suite à tout ou une partie du présent appel à candidature.

* Pour toute question ou demande de clarification, veuillez envoyer un mail à [maliprocurement@snv.org](mailto:maliprocurement@snv.org) en mettant en copie [gfatoumata@snv.org](mailto:gfatoumata@snv.org).

Annexe II : Proposition Financière



Une image contenant texte, capture d’écran, Police, document

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Annexe III : Spécifications quant à la Facturation

**Il est entendu et convenu que les dépassements d’honoraires et autres dépenses non approuvées engagées par le Prestataire dans l’exécution de ce programme ne sont pas admis.**

Les factures devront être envoyées par e-mail/par courrier à l’adresse suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| **Organisation Néerlandaise de Développement** | |
| Nom Prénom : | Awa KEITA |
| Poste : | Project Manager Blue Deal |
| Adresse postale de SNV | 2220 Bamako |
| E-mail | [akeita@snv.org](mailto:akeita@snv.org) |

Chaque facture devra contenir les informations suivantes :

* Numéro d’Identification Fiscale (NIF) du·de la Prestataire·e
* Nom et adresse du·de la Prestataire·e
* Adresse d’envoi des Paiements du·de la Prestataire·e (si elle diffère du nom et de l’adresse qui figurent au présent Contrat)
* Coordonnées bancaires du·de la Prestataire·e et code SWIFT
* Numéro de facture du·de la Prestataire·e
* Date de la facturation
* Numéro de Contrat (figurant sur la page de couverture du Contrat)
* Période d’exécution pour laquelle la facture est présentée
* Total des frais de cette facture
* Montant cumulé facturé à cette date pour chaque rubrique figurant sur la facture.

On joindra aux factures une attestation écrite de leur exactitude, signée et datée par un·e représentant·e dûment autorisé·e du·de la Prestataire·e, et rédigée dans des termes similaires dans l’essence à ceux du paragraphe suivant :

*« Je certifie par la présente que la facture ci-jointe est correcte et juste ; que les dépenses incluses ont bien été engagées et n’ont pas encore été réglées ; qu’elle est conforme aux termes et conditions du Contrat et que toutes les prestations/fournitures figurant dans cette facture ont bien été fournies, livrées ou intégrées à un élément à livrer ».*

**Instructions supplémentaires :**

Toute facture d’un niveau de ligne de poste budgétaire devra être présentée à Awa KEITA selon le calendrier de paiement.

Il ne sera pas possible d’ajuster les fonds d’un poste de dépense sans autorisation écrite préalable de la part de SNV.

**Annexe IV : Code de Conduite SNV**



Une image contenant texte, capture d’écran, Parallèle, nombre

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.**Annexe V : Formulaire d’enregistrement et de vérification des fournisseurs**

Une image contenant texte, capture d’écran, Parallèle, nombre

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Une image contenant texte, capture d’écran, Parallèle, nombre

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

Une image contenant texte, capture d’écran, Police, nombre

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.